



Intercultural school
Talents pour le monde

**ÉPREUVES D'ADMISSION
EN QUATRIEME ANNEE
STRATEGIE INTERNATIONALE ET DIPLOMATIE**

**SESSION DE MAI 2018
LANGUE DE TRAVAIL : FRANÇAIS**

Événement

Commerce

Donald Trump bouleverse la diplomatie mondiale en se retirant de l'accord iranien

CAROLINE MIGNON

Les entreprises ont entre quatre-vingt-dix et cent quatre-vingts jours pour cesser leurs activités existantes avec Téhéran. La France, qui a doublé ses exportations vers l'Iran l'an dernier, est particulièrement concernée.

En suspens au-dessus de l'échiquier de la diplomatie internationale depuis plusieurs mois, le couperet est tombé mardi 8 mai, quatre jours avant l'échéance prévue : Donald Trump a dénoncé l'accord sur le nucléaire iranien, mis en place sous l'administration de son prédécesseur, Barack Obama.

Que contient l'accord de 2015 ?

Signé le 14 juillet 2015, le Plan d'action global conjoint sur le nucléaire iranien, ou accord de Vienne, vise à contrôler le programme nucléaire iranien pendant dix ans en échange de la levée des sanctions économiques sur le pays. Ces sanctions avaient été mises en place dès 1979 à l'initiative des États-Unis, après la prise d'otages à l'ambassade américaine.

Elles se sont étendues au pétrole et au commerce en 1995 et ont été suivies par les Nations unies et l'Union européenne au milieu des années 2000. Salué par la communauté internationale (hormis Israël), l'accord de Vienne a été signé, au terme de douze années de discussions, par les États-Unis, la Russie, la Chine, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Union européenne et l'Iran.



Quels sont les points positifs et négatifs ?

La levée des sanctions a permis à l'Iran d'exporter à nouveau ses matières premières et de bénéficier des investissements étrangers. Sa croissance a explosé à 12,5 % en 2016, avant de ralentir l'an dernier à 4,3 %, selon le FMI, les propos de Donald Trump ayant amené les investisseurs internationaux à davantage de prudence. Les relations entre l'Iran et les pays occidentaux comme la France se sont améliorées, entretenant aussi l'idée que l'ouverture économique encouragerait les mouvements modérés et un certain apaisement au Proche-Orient.

Mais cet accord ne prévoit rien après 2025, date au-delà de laquelle l'Iran pourrait reprendre son programme nucléaire, et n'aborde pas le problème des missiles balistiques. Par ailleurs, le cadre de l'accord sur l'activité nucléaire en Iran est sujet à caution.

Seule l'activité civile est autorisée, mais elle est limitée pour éviter un développement de son usage militaire (restriction des centrifugeuses, limitation des stocks et de la production de plutonium, facilité d'accès aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique). Si ces derniers attestent la bonne conduite de la République islamique, Israël et les Etats-Unis la contestent.

Pourquoi le dénoncer maintenant ?

Durant sa campagne présidentielle, Donald Trump avait déclaré que cet accord était « le pire jamais négocié » et qu'il comptait le dénoncer à son arrivée au pouvoir.

Au début de son mandat, ses conseillers l'exhortaient toutefois au dialogue. Mais ils ont peu à peu été remplacés par un entourage plus offensif (Mike Pompeo versus Rex Tillerson au poste de secrétaire d'Etat, John Bolton versus McMaster à la fonction de conseiller à la sécurité nationale). Le 12 janvier, le président américain avait lancé un ultimatum aux pays signataires, les invitant à adopter de nouvelles mesures dans les trois mois, sans quoi le pays se désengagerait. Depuis, tous les efforts des autres pays ont été vains, y compris ceux d'Emmanuel Macron fin avril, en visite à la Maison-Blanche.

Quelles sont les sanctions des Etats-Unis ?

Les nouveaux contrats commerciaux avec l'Iran sont bloqués avec un effet immédiat, tandis que les entreprises ayant une activité avec la République islamique ont un délai de trois à six mois pour y mettre un terme. Avant le 6 août, les entreprises doivent se défaire des obligations d'Etat iranien et de leurs rials.

Toute personne ou société assistant toute tentative de Téhéran d'obtenir des billets verts à partir de cette date sera sujette à des sanctions. Même chose pour toute implication dans le commerce iranien de métaux et de métaux précieux, d'automobiles et de produits de luxe tels que le caviar et les tapis perses.

A partir du 4 novembre seront remises en place les sanctions concernant les activités liées au pétrole iranien (transactions avec les sociétés pétrolifères iraniennes) et les transactions significatives avec la Banque centrale iranienne.

Ces sanctions pourront être renforcées, Donald Trump ayant annoncé « le degré le plus élevé de sanctions économiques possibles contre l'Iran ».

Quel impact pour les entreprises non américaines ?

Les entreprises internationales vont devoir étudier au cas par cas quelles sont les options de leur engagement en Iran, compte tenu de ces menaces de sanctions. Commercer en euro plutôt qu'en dollar pour éviter les sanctions est l'une des pistes à l'étude.

Les entreprises chinoises continueront, a priori, à acheter du pétrole iranien. « *Comme souvent dans le cadre de programmes de sanctions impulsés par les Etats-Unis, en raison de leur poids économique, c'est l'ensemble de la communauté économique qui est concerné. Il suffit, par exemple, qu'une entreprise non américaine utilise le dollar, intègre des composants fabriqués aux Etats-Unis ou encore emploie des citoyens américains pour qu'elle soit concernée* », explique Sylvain Goyon, de Natixis.

Comment peut réagir l'Iran ?

Le président Hassan Rohani compte encore sur les autres membres de l'accord pour le maintenir en vigueur. La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont d'ores et déjà assuré leur intention de défendre les 20 milliards d'euros d'échanges commerciaux en cours entre l'Union européenne et l'Iran, contre 6,2 milliards en 2013. Ces pays continuent d'espérer un accord plus large couvrant à la fois l'après-2025, la question des missiles balistiques et la stabilité au Moyen-Orient (Yémen, Syrie, Irak). Mais réussiront-ils à s'affranchir du joug américain ? De son côté, Donald Trump compte sur sa démonstration de force pour négocier un accord bien plus contraignant avec Téhéran. Mais si l'accord finit par sombrer et que l'Iran ne peut plus vendre son pétrole, en particulier à l'Asie, les mollahs auront les mains libres pour se relancer dans la course à l'atome, et ils seront probablement suivis par l'Arabie saoudite, qui redoute l'expansion de l'influence régionale iranienne chiite, notamment au Liban et en Syrie. De fait, l'Iran peut dès à présent considérer que la sortie des Etats-Unis est « un motif justifiant le non-respect de la totalité ou d'une partie de ses propres engagements », d'après les termes de l'accord. Sans compter que la crise économique qui s'ensuivrait est une porte ouverte à la montée des courants les plus radicaux.

Quel est le poids de l'Iran dans la production de pétrole ?

Avec 3,8 millions de barils par jour en mars selon l'AIE (Agence internationale de l'énergie), l'Iran est le troisième pays producteur de pétrole au sein de l'Opep, après l'Arabie saoudite et l'Irak, et le sixième producteur mondial, après, en plus, les Etats-Unis, la Russie et le Canada. Le pays représente environ 10 % de la capacité de production des pays de l'Opep. L'Iran est également doté des premières réserves prouvées de gaz. Ces sanctions pourraient avoir pour effet de réduire la production de pétrole iranien de 200.000 à 1 million de barils par jour, selon les différentes estimations. La réaction des autres pays sera déterminante quant aux implications de la décision unilatérale américaine. La dépendance de l'Iran au secteur des hydrocarbures reste forte, même si l'économie est l'une des plus diversifiées de la région, grâce à sa base industrielle (automobile, ciment, sidérurgie, mines, pharmacie...).

Quelles sont les conséquences géopolitiques ?

Outre la crise diplomatique entre les États-Unis et ses alliés, la décision de Donald Trump est un facteur de déstabilisation d'une région potentiellement explosive. Comme pour illustrer cette triste réalité, dans les heures qui ont suivi sa décision, des confrontations ont eu lieu entre Israël et l'Iran. Après des tirs de roquettes attribués à l'Iran dans le Golan, partie syrienne occupée par l'État hébreu, l'armée israélienne a envoyé des missiles vers des objectifs iraniens à Damas.

Caroline Mignon

En vous inspirant du texte ci-dessus et de vos connaissances personnelles, expliquez le rôle joué par la diplomatie économique dans les relations internationales (environ 300 mots)